



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Stratégie du Gouvernement pour la sortie du confinement

Question au Gouvernement n° 2828

Texte de la question

STRATÉGIE DU GOUVERNEMENT POUR LA SORTIE DU CONFINEMENT

M. le président. La parole est à Mme Mathilde Panot.

Mme Mathilde Panot. Monsieur le Premier ministre, vous avez décidé de la prolongation du confinement pour quinze jours. Dont acte. Les Français sont respectueux des consignes dans un moment de péril sanitaire. Les inégalités, elles, ne sont pas confinées. Quatre millions de personnes sont mal-logées et 1,3 million de personnes vivent dans des logements indignes : pour elles, le confinement forcé, c'est la prison.

Le confinement, c'est aussi l'explosion des violences intrafamiliales, que subissent essentiellement les femmes et les enfants. Dès le début de ce moment exceptionnel, nous avons formulé des craintes vis-à-vis de vos prises de décision. Nous espérions être démentis ; vous les avez confirmées.

En effet, l'aveuglement capitaliste qui vous a toujours guidé, lui, n'est pas confiné. Après nous avoir refusé le rétablissement, fût-ce temporaire, de l'impôt de solidarité sur la fortune, voilà votre ministre des comptes publics en train de faire la manche et de réinventer les impôts sous la forme de cagnottes en ligne.

À lire le contenu de vos ordonnances, qui attaquent le droit du travail et les libertés fondamentales, on se demande ce que vous faites. Plutôt que de préparer la sortie du confinement, ne seriez-vous pas en train de poser les jalons d'un nouveau choc néolibéral ? Notre inquiétude grandit, monsieur le Premier ministre : avez-vous pensé l'après ? Préparez-vous le long processus qui s'ouvrira, celui du déconfinement ?

Pour cela, il n'existe pas d'autre solution que de tester, et ce de manière massive, toute la population, sachant qu'il est nécessaire de le faire dès maintenant pour toutes les personnes qui travaillent. Combien manque-t-il de tests ? Quelles sont nos capacités de production ? Pourquoi refusez-vous l'aide des laboratoires vétérinaires, lesquels vous la proposent depuis deux semaines et pourraient produire des centaines de milliers de tests ?

Il nous faudra aussi confiner les malades séparément. Quelles sont les capacités d'hébergement disponibles ? Autant de questions sans réponses.

Le monde d'après se bâtit maintenant. La bifurcation est commencée, sur d'autres bases, avec d'autres principes et d'autres moyens. Les mots du monde d'après sont simples : souveraineté populaire, planification, réquisitions.

Vous assénez que vous ne laisserez personne dire qu'il y a eu du retard pour prendre les mesures de confinement : nous le disons ! Il y a eu du retard à l'allumage, et si rien n'est anticipé, nous vous dirons bientôt, et des millions de Français avec nous, qu'il y a eu du retard pour prendre les mesures de déconfinement.

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Je vous prie de m'excuser, madame Panot, mais je n'ai sincèrement pas compris le sens général de votre question. Souhaitez-vous que nous déconfinions le pays plus tôt ? Je vous assure avoir essayé de comprendre, mais en vain. Aussi, je vous répondrai sur les éléments de votre question que j'ai compris.

Vous évoquez les publics les plus fragiles : c'est une question qui me touche comme ministre des solidarités et de la santé, et qui touche notre majorité, le Gouvernement et l'ensemble des Français. Vous me donnez ici l'occasion de préciser un certain nombre de dispositions qui ont été prises.

Nous ne parlerons pas du CAC 40, madame Panot, mais des gens fragiles, précaires, lesquels sont parfois percutés encore plus durement par une épidémie comme celle du coronavirus en raison de leurs conditions de logement précaires, de leur isolement, ou de leur niveau de revenu extrêmement faible.

Je vous dirai que nous avons prolongé, sans condition, le bénéfice des minima sociaux pour les allocataires sur une durée allongée, le temps de voir venir la fin de l'épidémie, et afin que personne ne se retrouve privé du RSA – revenu de solidarité active –, de l'AAH – allocation aux adultes handicapés –, de toutes les allocations sociales.

Je vous dirai également que nous avons prolongé la trêve hivernale, qui devait s'arrêter le 31 mars, jusqu'au 31 mai, ce qui offre une garantie de protection pour des personnes sans abri, vivant dans des hébergements précaires, ou étant en difficulté pour payer leur loyer.

Je vous dirai que nous travaillons d'arrache-pied, avec Julien Denormandie, à toutes les solutions qui permettent d'augmenter le nombre d'hébergements d'urgence destinés aux publics précaires, précarisés, qui se trouvent dans la rue, qu'ils soient SDF ou migrants, ou qui ne disposent tout simplement pas d'un domicile décent pour pouvoir vivre et passer cette crise dans des conditions dignes.

Je vous dirai aussi que nous travaillons avec l'ensemble des ONG – la Croix-Rouge, Médecins du monde, Médecins sans frontière – et des associations qui viennent en aide aux publics fragiles, aux personnes isolées, et qui font preuve d'innovation dans la solidarité, ce dont personne ne doutait, mais ce qui se révèle, en plus, redoutablement efficace. Les services de l'État les remercient et sont à leurs côtés pour mener avec elles ce combat qui, je le dis, n'a rien de politique, mais tout d'humain.

Données clés

Auteur : [Mme Mathilde Panot](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2828

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er avril 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er avril 2020](#)